

Crise du modèle de développement : refus ou renouvellement des théories du développement en Afrique

Le modèle des bailleurs de fonds en Afrique, communément appelé PAS, s'est imposé depuis le milieu des années 80, en dépit de contre-propositions existantes localement renouvelant les approches du développement et marquant le refus d'une pensée *monolithique* ne prenant pas en compte les spécificités africaines à la fois politiques, sociologiques et culturelles. Par exemple, le Plan de Lagos (1980), proposé par l'Organisation de l'Unité Africaine défunte, sous l'initiative de Adedeji Adebayo, a été ignoré par les bailleurs de fonds et très vite, leur proposition postérieure est apparue dans le rapport Berg (1981) intitulé : *Pour un Développement Accéléré au Sud du Sahara*.

Mais après trois décennies d'ajustements structurels répétés en Afrique, le continent s'est-il réellement ajusté ? Pourquoi les résultats attendus ne se sont-ils pas pleinement manifestés ?

En même temps, il faut constater l'évolution graduelle du discours des instances multilatérales. Cette inflexion marque un cycle moyen de cinq ans :

-1985 : le syndrome de la dette et la nécessité des politiques de stabilisation du FMI, alors que dans les années 70, des pays d'Amérique Latine et d'Asie avaient des taux d'endettement international nettement plus élevés que ceux d'Afrique dans les années 80 (un rapport au moins égal à 10) ;

-1989 : la Banque Mondiale suggère l'accompagnement des politiques exclusivement centrées sur la gestion de la demande globale par des politiques d'offre à long terme devant l'insoutenabilité sociale (Cornea, Stewart et alii, PNUD ...) des mesures *demand-side* . En même temps, le discours de la Baule marque l'inflexion à la baisse des politiques bilatérales d'aide de la France vis-à-vis des pays africains, diluée dans une fonction de préférence multilatérale européenne. La démocratie représentative appliquée en Afrique, sous la suggestion de la France, devient conditionnelle à l'octroi de l'aide aux pays africains. Ce discours sonne le début des conférences nationales et donne aujourd'hui le sentiment de pays toujours en campagne électorale et avec des politiciens cherchant des soutiens extérieurs. Egalement, se profilent des *trappes à corruption interne*, se manifestant par des tensions sur les finances publiques, et par une extrême centralisation des ordonnancements de dépenses publiques et des dépenses hors budget. Des gouvernements d'union nationale reposant sur des coalitions faibles, empêtrées dans des guerres d'usure rendent difficiles la mise en œuvre de décisions budgétaires efficaces pour améliorer le niveau de la croissance et de sa répartition. Pourtant au sein du gouvernement américain, par exemple, des voix s'élèvent (Gcox) pour inviter à laisser aux Africains de proposer des solutions pour leur continent. Les Africains avec le Traité d'Abudja proposent encore des solutions endogènes.

-1995 : le Consensus de Washington reconnaît alors les limites des solutions avancées. Au L'idée de **gouvernance au sens large** prend le pas sur la simple régulation macroéconomique conjoncturelle ; la gouvernance implique alors la prise en compte de **facteurs institutionnels et politiques**, comme l'expérimentation de la démocratie représentative à l'*Occidentale* ;

-1999-2005 : le Crédo est le Millénium du développement reproduit dans le Rapport Blair par exemple avec la recommandation du traitement de la pauvreté, pour éviter des ruptures institutionnelles violentes propres à perturber la stabilité des pays concernés, dont les récurrences peuvent être régionales...

L'Union Africaine, le CODESRIA, les milieux académiques.., pour paraphraser une contribution de référence : *Notre avenir, Notre Continent*, n'ont pas laissé s'imposer durant ces décennies, un *vide théorique* en adoptant une attitude passive devant l'offensive des bailleurs de fonds. **Quelles ont été tout d'abord leurs diverses contributions y compris celles consignées dans le NEPAD ? Pourquoi ne doit-on pas occulter des contributions non moins anciennes par rapport aux PAS voire sociologiques et historiques (Gunder Franck...)** ? Pourquoi les bailleurs ont-ils omis par exemple de dire que les Africains n'ont pas été plus protectionnistes que les autres, avec une plus grande intégration de leur espace à l'économie mondiale ? **Quelles sont alors les propositions concrètes pour dépasser et compléter ce paradigme imposé en Afrique, de manière concrète et efficace sans tomber dans un discours, une rhétorique purement dualiste ?**

Easterley (2007) s'est fait l'écho des échecs des PAS, mais il n'a pas tenu compte de manière explicite des contributions des intellectuels, des professionnels africains soucieux de l'avenir du Continent. C'est pourquoi, il convient de réhabiliter les approches locales et de les améliorer.

En effet, force est de constater l'échec des théories et pratiques du développement depuis le milieu des années 80 ; l'impasse des PAS aujourd'hui se traduit par des plans de sortie de la pauvreté avec des contenus discutables au regard des résultats des DRSP. Parallèlement, si les économistes et intellectuels africains, n'ont pas été entendus ou associés à des programmes de recherches sur l'Afrique pour la plupart imposés, ou n'ont pas suffisamment répondu, que convient-il maintenant de faire pour endogénéiser la réflexion sur notre continent en proposant des solutions alternatives efficaces ?

Dans cette perspective, par exemple, comment négocier avec les organisations internationales après avoir compris l'intérêt de décoder leur mode de fonctionnement, et les intérêts stratégiques qu'elles défendent ? En d'autres termes, pourquoi des facteurs géopolitiques sont présents dans les prises de décisions des instances multilatérales, pouvant contenir des facteurs discriminants au sein du bloc hétérogène des PVD ? Pourquoi certains PVD sont plus habiles négociateurs que d'autres ? Sur ce point des travaux novateurs peuvent être mobilisés (**Bowley, Bini Smaghi, 2006...**). **Pourquoi faire ?** Le but est de montrer qu'il manque à l'Afrique de l'Ouest par exemple, des forces de proposition

coordonnées par un club de veille avançant des propositions concrètes qui à la longue seront même acceptables par les bailleurs de fonds ; cela suppose une capacité d'entrisme dans le sens d'intérêts composés. En fait, dans certaines circonstances, les bailleurs de fonds ignorent inconsciemment des réalités africaines faute d'informations éprouvées et fiables, et prennent en conséquence des décisions erronées. En d'autres termes, pourquoi l'Afrique doit-elle organiser de manière légitime et constructive sa résistance par la mise en place d'un club de veille, utiles à l'appropriation des réseaux de connaissance et de culture du Monde...sans être un acteur passif face aux décisions qui la concernent ?

Le développement des partenariats horizontaux (Brésil-Afrique ; Inde-Afrique ; Chine-Afrique ; Moyen-Orient- Afrique ...) paraît alors tout à fait intéressant avec des délocalisations de formation (y compris linguistiques, entrepreneuriales...), car il déplace la question de la formation des élites et de leur utilisation complète pour penser le développement. En corollaire avec de tels pays disposant de capacités financières avec leurs fonds souverains, il apparaît des raisons de réduire la dépendance des pays africains vis-à-vis des instances multilatérales. **Quels peuvent être les apports en termes de coûts et de bénéfices des nouveaux modes de financement privilégiant l'axe Sud-Sud ?** S'il a multiplicité des sources de financement, cela implique de redéfinir les modes d'appropriation de ces ressources motivées par le gap énorme épargne locale et besoins d'investissement. En d'autres termes, l'objectif est de contenir l'aide liée et ses conséquences (retard technologique, dépendance alimentaire, acculturation...) dont une particulièrement importante et identifiée par des auteurs africains **de manière documentée et chiffrée : l'entretien et l'accélération des fuites de capitaux, faisant paradoxalement de l'Afrique un exportateur net de capitaux.** Comment redéfinir les politiques de développement avec la prise en cible de la sécurité alimentaire par exemple ? Si les partenaires ne sont pas des philanthropes, comment les comprendre, et comment l'Afrique peut-elle être gagnante avec eux en termes de capacité financière, technologique, humaine et commerciale, en développant des actions stratégiques ? Le cas de la Chine, intéressé par le Ghana et la Côte d'Ivoire, et qui se donne les moyens d'en être un partenaire privilégié doit interpeller !

De même, s'il y a conscience que les politiciens africains sont mus par des agendas sociaux et politiques, parce préoccupés par leur propre réélection, il y a urgence également à leur expliquer l'avenir utile du Continent par la formation des élites et des jeunes. Comment développer alors des valeurs à forte externalité (foi en l'Afrique, une culturalité africaine ouverte et enracinée...) ? Quel est l'intérêt d'une vision à long terme des problèmes de développement centrés avant tout sur des ressources et des valeurs positives africaines ?

Quelles sont les réformes structurelles à entreprendre ? Par exemple, il est peut-être tout à fait prématuré dans le cadre de la CEDEAO de passer au **fédéralisme budgétaire**, car c'est là une solution beaucoup plus ardue que la délégation du pouvoir monétaire à un

banquier central *conservateur* ciblant des taux d'inflation bas ? **Quels sont les avantages et les contraintes d'un tel budget fédéral ? En outre, la question monétaire peut-elle rester suspendue à une juxtaposition de régimes monétaires, malgré les acquis de la Zone franc en matière de stabilité monétaire ? Comment redessiner une carte des pôles de compétitivité, reposant sur des avantages comparatifs dynamiques, dépassant les spécialisations complètes ou *ricardiennes* centrées sur quelques produits bruts valorisés sur le marché mondial et avec des prix erratiques ? Comment coordonner maintenant les PAS, la gestion de l'aide et de la dette et non plus en ordre dispersé ?**

La problématique concerne donc les réformes structurelles assises sur une vision à long terme du développement en Afrique. Au final, elle s'articule autour des points suivants pour dépasser le *Mal Développement* :

- **Les contributions anciennes et nouvelles sur le développement en Afrique, avec un accent particulier sur les trois dernières décennies ;**
- **Des pistes pour améliorer ces contributions ;**
- **Les intérêts stratégiques des différents acteurs en Afrique, l'attitude discriminante des instances multilatérales y compris l'OMC, la volonté d'implantation des Chinois, la sauvegarde du statu quo et politique par les Européens ;**
- **La place et l'intérêt d'une intelligence économique africaine au service de la diversification commerciale, technologique, financière et de la constitution d'un capital humain, pour briser le cercle vicieux de l'aide liée.**